

Cote du document: EB 2022/135/R.39
Point de l'ordre du jour: 4 f)
Date: 28 avril 2022
Distribution: Publique
Original: Anglais

F



Investir dans les populations rurales

Protection des moyens d'existence et de la résilience en zone rurale

Riposte du FIDA aux répercussions de la guerre en Ukraine: Initiative de riposte à la crise

Note à l'intention des représentants au Conseil d'administration

Responsables:

Questions techniques:

Donal Brown
Vice-Président adjoint
Département de la gestion des programmes
téléphone: +39 06 5459 2448
courriel: d.brown@ifad.org

Jyotsna Puri
Vice-Présidente adjointe
Département de la stratégie et des savoirs
téléphone: +39 06 5459 2109
courriel: j.puri@ifad.org

Satu Santala
Vice-Présidente adjointe
Département des relations
extérieures et de la gouvernance
téléphone: +39 06 5459 2142
courriel: s.santala@ifad.org

Transmission des documents:

Deirdre Mc Grenra
Cheffe
Gouvernance institutionnelle
et relations avec les États
membres
téléphone: +39 06 5459 2374
courriel: gb@ifad.org

Conseil d'administration — Cent trente-cinquième session
Rome, 25-27 avril 2022

Pour: **Information**

Protection des moyens d'existence et de la résilience en zone rurale

Riposte du FIDA aux répercussions de la guerre en Ukraine: Initiative de riposte à la crise

Résumé

1. La présente note conceptuelle expose les principales caractéristiques de l'action globale du FIDA face aux répercussions mondiales de la guerre qui a éclaté en Ukraine. Le FIDA s'est joint à l'appel lancé par le Secrétaire général de l'Organisation des Nations Unies en faveur de la cessation des opérations militaires en Ukraine, du rétablissement de la paix et de la protection des droits humains. Les conséquences de cette guerre **ébranlent profondément les systèmes alimentaires mondiaux** et sont d'autant plus significatives que la région de la mer Noire tient un rôle majeur dans les marchés mondiaux des denrées alimentaires, des engrais et de l'énergie.
2. Le conflit en Ukraine ne fait qu'aggraver la vulnérabilité provoquée par la COVID-19, les changements climatiques et les phénomènes météorologiques extrêmes. Les personnes qui en subiront les effets les plus immédiats sont les femmes et les hommes les plus pauvres des pays en développement, notamment les habitants des zones rurales qui sont au cœur de la mission du FIDA.
3. **L'action menée par le FIDA pour renforcer la résilience continue de porter ses fruits.** Dans le cadre des projets d'investissement clôturés durant FIDA11, le Fonds a accru de façon quantifiable la résilience des populations de plus de 20%. En outre, son dispositif de lutte contre la COVID-19, notamment le Mécanisme de relance en faveur des populations rurales pauvres (MRPRP), a grandement contribué à protéger les moyens d'existence et à renforcer la résilience face aux chocs graves.
4. Fort des enseignements tirés de ces expériences, le FIDA est résolu à agir face à cette nouvelle crise afin de protéger les acquis du développement et les moyens d'existence des producteurs et des ménages ruraux défavorisés dans le cadre de ses projets, et de renforcer la résilience contre ce nouveau choc, en concentrant ses efforts sur les pays les plus pauvres et les plus touchés. En particulier, le FIDA:
 - **redoublera d'efforts pour renforcer la résilience à plus long terme** dans le cadre de son programme de prêts et dons et des fonds supplémentaires et appuiera les mesures prises par les pouvoirs publics face aux crises dans les zones rurales, en mettant notamment à profit le Programme pour la résilience du monde rural pour mettre l'accent sur les pays touchés par l'insécurité alimentaire et la fragilité climatique;
 - s'attachera, en collaboration avec ses partenaires, notamment les autres organismes ayant leur siège à Rome, à **soutenir les mesures prises par les pouvoirs publics pour faire face à la crise dans les zones rurales, tout en édifiant des systèmes alimentaires plus durables;**
 - mènera à bien les initiatives qui sont actuellement élaborées par la communauté internationale pour répondre aux besoins spécifiques des pays et des populations rurales les plus durement touchés par la hausse des cours des denrées alimentaires et des carburants;

- **recherchera un appui en vue du renforcement du Mécanisme pour les réfugiés, les migrants, les déplacements forcés et la stabilité rurale** pour les pays voisins de l'Ukraine où des projets financés par le FIDA sont en cours;
 - étudiera les moyens d'intensifier le dispositif d'appui au moyen d'initiatives spécialisées telles que **le Mécanisme de financement pour l'envoi de fonds (MFEF) et la Plateforme pour la gestion des risques agricoles (PARM)**;
 - **réorientera les investissements effectués dans le cadre des projets en cours lorsque les ressources permettent de répondre aux besoins immédiats**, en fonction de la demande des pays et de la disponibilité des ressources;
 - lancera l'**Initiative de riposte à la crise (ci-après l'Initiative)**, dont **l'objectif est de protéger les moyens d'existence productifs en répondant aux besoins pressants nés de la crise actuelle tout en exploitant de nouveaux débouchés commerciaux pour les petits exploitants et, ainsi, de favoriser la pérennité des systèmes alimentaires**. Elle ciblera notamment les personnes qui sont les plus touchées par la crise ukrainienne et qui doivent déjà composer avec d'autres chocs imprévus (comme la COVID-19), des conditions météorologiques extrêmes (sécheresses, inondations, cyclones, etc.) ou des conflits.
5. **L'Initiative met à profit les récentes expériences concluantes du MRPRP face à la COVID-19** et s'inspire des enseignements qui en ont été tirés sur la manière d'intervenir durant des crises graves, notamment dans des contextes opérationnels semblables, et sur la manière de faire face aux perturbations qui en découlent sur le plan des intrants et de l'approvisionnement.
 6. **Le FIDA sait que les besoins sont considérables, quoiqu'en évolution constante**. Toutefois, il ressort déjà clairement que la réaffectation des ressources existantes du FIDA ne peut se faire que dans une mesure très limitée, car près de 200 millions d'USD ont déjà été réaffectés dans le cadre de la lutte contre la COVID-19; **des fonds additionnels seront donc nécessaires pour les pays les plus touchés qui sont déjà en butte à des chocs**. La situation est particulièrement préoccupante dans les régions suivantes: la **Corne de l'Afrique**, en raison de la sécheresse et de la famine liée aux conflits; **l'Afrique australe**, frappée par des cyclones; le **Sahel**, en proie à une insécurité croissante. Il apparaît également de plus en plus que l'Asie centrale pourrait être durement touchée et le Fonds demeure préoccupé par l'Afrique du Nord, en particulier l'Égypte et la Tunisie.
 7. En fonction des besoins particuliers des populations, l'Initiative apportera un **soutien essentiel aux marchés dans des contextes locaux et régionaux**. En effet, des données factuelles attestent depuis longtemps que, pendant les conflits et les situations de fragilité, soutenir les marchés (informels et formels) permet d'amortir les chocs, de réduire la vulnérabilité et de maintenir la consommation. Les interventions du FIDA s'articuleront globalement autour des mesures suivantes: facilitation de l'accès aux intrants; octroi de crédits aux ménages en réponse aux besoins immédiats (notamment dans la perspective de la nouvelle période des semis); mise à disposition de petites infrastructures permettant d'accroître la production et la commercialisation (infrastructures d'irrigation, de stockage, etc.); transmission d'informations sur la production et les marchés, au moyen notamment de plateformes numériques faciles d'accès. Grâce à des interventions ciblées et adaptées, l'Initiative contribuera à prévenir la faim et l'insécurité alimentaire, ainsi qu'à atténuer les pires effets de la crise alimentaire sur les populations pauvres des zones rurales.

8. **L'Initiative concorde pleinement avec les objectifs stratégiques du FIDA et les engagements pris au titre de la Douzième reconstitution des ressources (FIDA12).** Sous l'impulsion des États membres du FIDA, les activités du Fonds au titre du cycle triennal actuel ont été axées sur « la reprise, la reconstruction et la résilience », en particulier dans le contexte de la COVID-19. L'Initiative vise à compléter, d'une part, les opérations souveraines mises en œuvre au moyen des ressources de base du FIDA et, d'autre part, les opérations non souveraines exécutées dans le cadre du Programme de participation du secteur privé au financement (PPSPF), géré par le FIDA. Les opérations en cours du FIDA, qui se chiffrent à 7,7 milliards d'USD et, en tout, à plus de 17,5 milliards d'USD si l'on inclut les cofinancements nationaux et internationaux, et son portefeuille d'activités avec le secteur privé, relativement nouveau mais efficace, reposent sur les trois objectifs de son Cadre stratégique, qui mettent l'accent sur les capacités productives des populations rurales, les avantages de l'intégration au marché, ainsi que la viabilité environnementale et la résilience.
9. **Pour FIDA11 (2019-2021), le Fonds devrait avoir contribué à renforcer la résilience de 24 millions d'habitants des zones rurales; l'objectif pour FIDA12 est de porter ce chiffre à 28 millions.** Pour atteindre et pérenniser ces résultats tout en renforçant la résilience à long terme, le FIDA doit également agir afin d'atténuer dès maintenant les chocs mondiaux dont la fréquence et la gravité ne cessent de croître. Malheureusement, l'Ukraine n'est que le dernier d'une série de chocs mondiaux et, de toute évidence, les populations et les ménages ruraux seront de plus en plus vulnérables. À cet égard, l'Initiative vise à compléter les opérations mises en œuvre grâce aux ressources de base du FIDA et au PPSPF.

I. Conséquences de la guerre en Ukraine sur le groupe cible du FIDA

10. **Affaiblissement des systèmes alimentaires mondiaux.** Comme l'indiquent de récents rapports, le conflit en Ukraine suscite un climat préoccupant de fragilité et d'instabilité accrues non seulement dans les systèmes alimentaires mondiaux, mais aussi et surtout dans les pays et les collectivités endettés et vulnérables. Même si chaque pays réagit différemment à la situation, les conséquences comprennent la flambée des cours de l'énergie et des denrées alimentaires, la progression de l'inflation, la baisse des flux d'envois de fonds et l'offre réduite de produits de base comme le blé, le maïs et les huiles végétales. Les exploitants agricoles se heurtent à des difficultés pour payer et obtenir des intrants agricoles, notamment des engrais, et pour acheter du carburant pour leurs équipements et leurs véhicules de transport jusqu'aux marchés, ce qui aggravera la crise alimentaire en cours et, si le problème n'est pas réglé rapidement, compromettra la prochaine période des semis et des récoltes. Il est très probable que les progrès mondiaux en direction des objectifs de développement durable n^{os} 1 et 2 en souffriront.
11. **Répercussions préoccupantes sur l'insécurité alimentaire mondiale.** En mars 2022, les effets de la crise sur les marchés mondiaux de l'alimentation et de l'énergie et sur l'économie mondiale étaient d'ores et déjà manifestes. À titre d'exemple, l'Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture (FAO) a souligné que les cours mondiaux des denrées alimentaires avaient augmenté de 28%. De même, d'après la Conférence des Nations Unies sur le commerce et le développement (CNUCED), les cours des carburants et des engrais connaissent des hausses importantes: le cours du pétrole brut poursuit une tendance à la hausse depuis le premier avertissement lancé par les États-Unis d'Amérique quant à une intervention de la Fédération de Russie en Ukraine, affichant même une progression de plus de 35% depuis décembre, tandis que les prix des engrais ont grimpé de 14% depuis le début du conflit¹.

¹ Premier exposé de l'équipe spéciale au comité directeur du Groupe mondial d'intervention en cas de crise alimentaire, énergétique et financière. CNUCED. Le Groupe mondial d'intervention en cas de crise alimentaire,

12. **Effets plus importants sur des groupes de pays particuliers.** Certains pays sont nettement plus exposés que d'autres aux effets des chocs provoqués par la hausse des cours des carburants, des denrées alimentaires et de l'énergie. Il s'agit notamment des pays qui importent de grandes quantités de blé et de maïs en provenance de la Fédération de Russie et de l'Ukraine (comme l'Égypte, le Liban, la Somalie, le Soudan et la Tunisie), et des pays qui font face à une pression budgétaire croissante en raison du renchérissement des importations lié à la hausse des cours de l'énergie importée (comme l'Afghanistan, l'Éthiopie, Haïti, Madagascar, le Mali et d'autres pays fortement dépendants des carburants). D'autres assistent à une dégradation des termes de l'échange et à une perte ou une dévaluation des envois de fonds, ou bien à des afflux de réfugiés en provenance d'Ukraine (en particulier en République de Moldova et dans les pays voisins). Par ailleurs, l'Asie centrale pourrait être durement touchée [par exemple, 40% du produit intérieur brut (PIB) du Tadjikistan provient des envois de fonds et 7 millions d'Ouzbeks travaillent en Fédération de Russie].
13. **Aggravation des vulnérabilités du groupe cible du FIDA.** Les répercussions de la crise ukrainienne se font particulièrement sentir en Afrique subsaharienne, en Afrique du Nord et au Proche-Orient, ainsi qu'en Asie centrale, en raison des déficits systémiques de productivité et de financement, des failles dans les infrastructures et les marchés, des chocs récemment survenus et de grands facteurs de stress tels que la pandémie de COVID-19, les phénomènes climatiques extrêmes (comme les sécheresses prolongées dans la Corne de l'Afrique et les cyclones en Afrique australe) et les conflits (par exemple, au Sahel). Le FIDA communiquera, sur demande, une analyse plus approfondie.

II. Riposte du FIDA aux répercussions mondiales de la guerre en Ukraine

14. **En situation de crise, la contribution du FIDA est capitale pour étayer voire améliorer la résilience et la capacité d'atténuer les effets des chocs et de protéger les acquis du développement à plus long terme.** En sa qualité d'organisme spécialisé des Nations Unies et d'institution financière internationale, le Fonds a pour mission d'investir et d'agir pour mettre fin à la pauvreté rurale et à l'insécurité alimentaire. Sa singularité ne réside pas dans les interventions humanitaires directes, mais dans l'action qu'il mène pour lutter contre les effets des crises sur les moyens d'existence des populations rurales, les systèmes alimentaires locaux et la petite agriculture, en s'appuyant sur sa capacité avérée à intervenir avec succès dans des contextes fragiles.
15. **Ayant été invité par plusieurs États membres à concevoir une riposte et à piloter plusieurs initiatives, le FIDA contribuera à garantir la convergence et la coordination de l'action menée.** Ainsi, il chapeaute, en collaboration avec la Banque mondiale, les travaux liés au thème « Moyens d'exécution – financement », qui s'est dégagé du Sommet sur les systèmes alimentaires organisé l'an dernier. Il conçoit actuellement la composante Durabilité (pilier 3) de l'initiative FARM (« Food and Agriculture Resilience Mission ») de l'Union africaine et de l'Union européenne, annoncée le 26 mars. Il travaille aussi en étroite collaboration avec la Banque africaine de développement en vue de mettre en place un mécanisme commun, « Mission 1 pour 200 », qui visera à stimuler la productivité agricole, notamment pour neuf produits de base, parmi lesquels des produits désormais fortement touchés par les perturbations de la chaîne d'approvisionnement découlant du conflit en Ukraine. En parallèle, il s'est joint à l'appel lancé par les banques multilatérales de développement et les États

énergétique et financière, annoncé par le Secrétaire général de l'Organisation des Nations Unies le 14 mars 2022, a été mis sur pied pour répondre aux défis interdépendants posés par le conflit en Ukraine. Dans son premier exposé au comité directeur, l'équipe spéciale a souligné que l'Ukraine et la Fédération de Russie exerçaient une influence cruciale sur la disponibilité et les prix des denrées alimentaires, de l'énergie et des engrais, dont l'évolution avait des effets en cascade aux quatre coins du monde.

membres pour que des droits de tirage spéciaux soient attribués à des détenteurs désignés comme le FIDA, afin de financer la relance après la COVID-19 et ce nouveau choc. Le travail qu'il mène avec la coalition des banques publiques de développement dans le cadre du Sommet Finance en commun constitue un autre levier d'action pour accroître la capacité de production agricole grâce à des investissements publics et privés. Enfin, selon les informations disponibles, le G7 et le G20 envisageraient de demander au FIDA de contribuer à la riposte de la communauté internationale. Comme il est invité à diriger ces différents volets d'action, le Fonds veillera à les faire converger pour apporter des changements concrets dans la vie des populations rurales. Il est temps de monter en puissance, tout en garantissant une coordination efficace pour un impact maximal.

16. **Expérience tirée de la riposte à la crise engendrée par la COVID-19.** Au cours de la période couverte par FIDA11, la pandémie de COVID-19 a pesé sur les pays emprunteurs et les groupes cibles du FIDA de multiples façons. Les populations ont été aux prises avec de graves perturbations qui ont frappé les services, les marchés et la circulation des personnes et des biens. Face à des répercussions aussi diverses, le FIDA a mis en place un ensemble complet de mesures axées sur la demande pour venir en aide aux pays emprunteurs et aux populations rurales pauvres. Son action s'est déclinée en cinq axes:
- a) réorientation des investissements en cours pour apporter des réponses immédiates (plus de 170 millions d'USD provenant de son portefeuille principal)²;
 - b) octroi d'une enveloppe spéciale de 25 millions d'USD au PPSPF afin d'appuyer les interventions pilotées par le secteur privé contre les effets de la COVID-19;
 - c) fourniture d'un appui aux analyses et aux interventions touchant la sécurité alimentaire et la protection des populations rurales pauvres et des groupes vulnérables;
 - d) approbation d'opérations d'urgence dans le cadre de son programme de prêts et dons existant;
 - e) mise en place du MRPRP pour surmonter rapidement les grands défis immédiats rencontrés par les petits exploitants. En avril 2022, près de 89 millions d'USD avaient été alloués dans le cadre du MRPRP pour 55 projets portant sur un seul pays et 9 projets visant plusieurs pays, avec 22 millions d'USD de cofinancement, et ce, au bénéfice de plus de 4 millions de ménages.
17. Dans l'ensemble, cette riposte exhaustive à la pandémie a montré que le FIDA pouvait adapter efficacement son portefeuille et ses instruments afin d'œuvrer aux côtés des pays emprunteurs, du secteur privé et d'autres partenaires pour faire face aux chocs et renforcer la résilience à long terme. Par exemple, grâce à la réaffectation d'une enveloppe de 560 000 USD au titre du Programme de formation professionnelle et d'amélioration de la productivité agricole à Madagascar, 2 500 jeunes ruraux ont pu bénéficier d'une formation ou d'un emploi dans les programmes de travaux publics, ce qui a contribué à réaménager 150 hectares de périmètres irrigués pour les exploitants locaux. Cette initiative a permis de construire des infrastructures locales, d'améliorer la disponibilité des denrées alimentaires et d'assurer une source de revenus pour les bénéficiaires du programme malgré les effets de la COVID-19 sur la production et l'emploi. Elle contribuera également à ce que les objectifs à plus long terme définis dans le cadre du programme à l'appui des moyens d'existence des jeunes ruraux demeurent sur la bonne voie.
18. D'après les premiers résultats d'une évaluation des financements du MRPRP consacrés à la fourniture d'intrants à Djibouti, les ménages interrogés ont déclaré dans leur quasi-totalité que leur production, leurs ventes, leurs revenus, leur nombre de repas et leur résilience s'étaient maintenus ou améliorés après l'exécution des activités du MRPRP.

² Il n'est guère possible de réorienter d'autres ressources sans risquer de mettre à mal les objectifs du portefeuille et les engagements pris au titre de FIDA12.

19. Toujours dans le cadre du MRPRP, le FIDA mène un projet régional en collaboration avec Seed Systems Group [une organisation non gouvernementale (ONG) basée au Kenya] pour stimuler la production locale de semences résilientes face aux aléas climatiques à Djibouti, en Érythrée, en Somalie et au Soudan du Sud. Dans le cadre de ce projet, des variétés améliorées mises au point par des centres de recherche locaux et internationaux sont fournies à des multiplicateurs de semences locaux (dont des organismes publics, des ONG et des entreprises privées), ce qui permet ensuite de mettre des semences améliorées à la disposition de 90 000 petits exploitants. Le projet a également permis à l'Autorité intergouvernementale pour le développement d'améliorer la politique de renforcement de la résilience du secteur semencier dans la région. D'autres évaluations sont en cours pour continuer d'éclairer les politiques à mener à la lumière des enseignements tirés.
20. **Le FIDA répondra à cette crise dans toute la mesure possible grâce à ses instruments existants, à ses activités de participation à l'élaboration des politiques et à sa capacité financière.** Compte tenu de son avantage comparatif et de la demande accrue de la part des pays emprunteurs, le FIDA proposera une riposte fondée sur les cinq piliers ci-après, qui sont expressément destinés à protéger ses programmes et ses bénéficiaires contre les répercussions immédiates tout en investissant dans la résilience à moyen et à long terme:
- **Tirer parti des ressources de base du programme de prêts et dons et des fonds supplémentaires** pour faire face aux effets immédiats et à long terme sur les systèmes alimentaires et la résilience en milieu rural, dans la droite ligne des priorités fixées pour FIDA12, notamment: renforcer l'actuel Programme pour la résilience du monde rural, qui cible les zones touchées par l'insécurité alimentaire et la fragilité pour accroître la résilience des pays et des populations, tout en mettant l'accent sur les systèmes alimentaires et la mise en place de trajectoires de développement à faibles émissions dans une optique de durabilité, en assurant des transitions équitables et en promouvant les interventions auprès du secteur privé grâce au renforcement et au financement du PPSPF.
 - **Appuyer les interventions des pouvoirs publics.** L'un des avantages comparatifs du FIDA tient à sa capacité de collaborer avec les pouvoirs publics pour faire en sorte que les politiques menées répondent aux besoins particuliers des collectivités rurales et des petits exploitants. Dans le sillage de la pandémie de COVID-19, le FIDA a travaillé avec les équipes de pays des Nations Unies et les organismes ayant leur siège à Rome pour appuyer, avec un réel succès, la formulation et la mise en œuvre de politiques spécifiques dans 46 pays. Fort de cette expérience, il réorientera des ressources vers ses équipes de pays et ses équipes d'exécution de projet afin qu'elles puissent appuyer les interventions menées, sur la base d'une analyse empirique des populations touchées. À cet égard, il œuvrera en étroite collaboration avec les autorités publiques, les équipes de pays des Nations Unies et d'autres partenaires. Les principales questions déjà relevées concernent l'accroissement de la résilience face aux chocs, le développement et la consolidation des marchés locaux, ainsi que l'élimination des obstacles auxquels se heurtent les femmes et les jeunes.
 - **Intensifier l'aide apportée au moyen du Mécanisme pour les réfugiés, les migrants, les déplacements forcés et la stabilité rurale,** en le dotant de ressources complémentaires dans le but d'appuyer les interventions dans les pays voisins et dans les régions qui comptent d'importantes populations de réfugiés et où le FIDA exécute des programmes, comme en Géorgie et en République de Moldova.

- **Intensifier les interventions liées à l'assurance agricole et à la réduction du coût des envois de fonds** (PARM et MFEF, respectivement) si des ressources supplémentaires sont disponibles. Le MFEF serait particulièrement pertinent dans le cas de l'Asie centrale.
- **Lancer une nouvelle initiative – l'Initiative de riposte à la crise – afin de protéger à court terme les moyens d'existence et de renforcer la résilience des populations rurales dans les pays les plus pauvres** qui sont touchés par la crise et qui font face à de graves difficultés financières. Bon nombre de ces pays subissent déjà d'autres chocs tels que la sécheresse ou les conflits. C'est dans les pays les plus pauvres et les plus endettés que le FIDA doit tout particulièrement faire preuve d'adaptation et intervenir à grande échelle, car ses ressources sous forme de dons au titre du programme de prêts et dons sont limitées pour ces pays. Par conséquent, **l'Initiative tirera parti de la capacité du FIDA à intervenir promptement face à la crise en affectant, dans le cadre de projets existants, des ressources additionnelles sous forme de dons à des pays où les répercussions de la crise frappent durement** les populations rurales pauvres et les petits exploitants et où les autres sources de financement sont limitées. Elle permettra ainsi de remédier aux obstacles qui empêchent les populations les plus vulnérables de faire face à ces chocs.

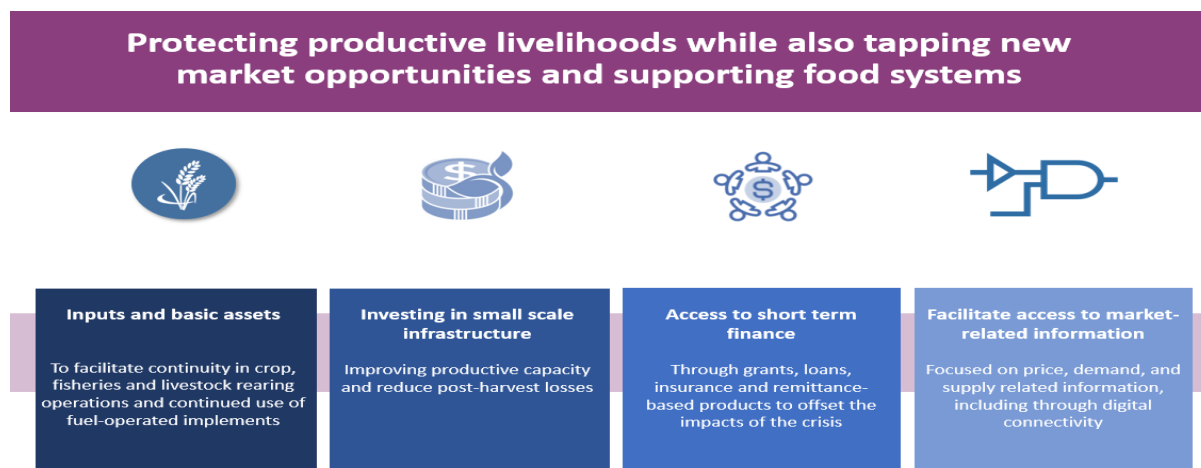
III. L'Initiative de riposte à la crise

21. Tandis que le FIDA continue d'évaluer les répercussions de la crise sur son groupe cible, il ressort des observations des équipes de pays et des discussions avec les parties prenantes dans les pays que les populations rurales touchées par la pauvreté et l'insécurité alimentaire font face actuellement à une crise de l'alimentation et des moyens d'existence du fait de la hausse simultanée des prix des intrants agricoles, des carburants et des denrées alimentaires. Cette crise prouve également que de nouveaux marchés locaux et régionaux doivent être établis en réponse à la demande croissante de produits issus de la petite agriculture et que le FIDA doit accompagner le développement de systèmes alimentaires durables dans lesquels les petits producteurs devraient tenir un rôle plus important.
22. **Cette initiative a donc pour objectif de protéger les moyens d'existence productifs en répondant aux besoins pressants nés de la crise tout en exploitant de nouveaux débouchés commerciaux pour les petits exploitants et, ainsi, de favoriser la pérennité des systèmes alimentaires.** Elle met l'accent sur quatre types de soutien en fonction des besoins relevés et, dans la mesure du possible, s'appuiera sur les projets existants pour garantir la rapidité et l'efficacité de l'exécution. Ces quatre volets seront mis à profit autant que faire se peut pour maximiser les retombées positives sur les moyens d'existence productifs, sur l'ensemble des dépenses et investissements et sur les capacités de participation aux marchés.
 - a. Veiller à ce que les petits exploitants, pêcheurs et éleveurs puissent **accéder, à un coût abordable, à des intrants – animaux reproducteurs, semences, fourrage, carburant, engrais et technologies** – pour poursuivre les activités de culture, de pêche et d'élevage et continuer d'utiliser des outils à carburant (comme les pompes d'irrigation), tout en favorisant les transitions vers une utilisation durable des intrants et vers d'autres sources d'énergie (notamment les énergies renouvelables), d'intrants et de fourrage, lorsque cela est pertinent et possible.
 - b. **Améliorer la production et les systèmes alimentaires en investissant dans des infrastructures à petite échelle pour améliorer la capacité de production et réduire les pertes après récolte**, grâce à la conception ou à la modernisation d'infrastructures locales (par exemple, petits périmètres

irrigués et installations de stockage de l'eau, entrepôts et infrastructures de la chaîne du froid), sous réserve, d'une part, que des plans de viabilité financière soient élaborés pour assurer le bon fonctionnement de ces installations après réception des dons et, d'autre part, que des activités de renforcement des capacités soient menées pour garantir une utilisation durable des infrastructures à l'échelle de la collectivité, l'objectif étant de maximiser la disponibilité locale, la sécurité et la qualité nutritionnelle des aliments de base et d'autres produits et de veiller tout particulièrement à la satisfaction des besoins des femmes et des enfants³.

- c. **Favoriser l'accès aux financements** (y compris aux produits d'assurance et aux produits liés aux envois de fonds) pour répondre aux besoins immédiats des petits producteurs (comme l'acquisition d'intrants agricoles en vue de la période des semis à venir), des microentreprises et petites entreprises rurales et des ménages ruraux, grâce à des dons qui seront associés, selon le cas, à des prêts, à des produits d'assurance et à des produits liés aux envois de fonds fournis par des intermédiaires financiers locaux.
- d. **Faciliter l'accès aux marchés et aux informations relatives aux marchés** pour les petits producteurs ainsi que pour les microentreprises et les petites entreprises rurales. Le soutien aux marchés revêt une importance particulière compte tenu du climat d'incertitude accrue. En ce qui concerne les informations relatives aux marchés, l'accent sera mis sur les prix et les informations liées à l'offre et à la demande locales et nationales, ainsi que sur la connectivité numérique dans les différentes filières pour favoriser la participation des petits producteurs aux marchés et réduire les risques connexes.

Figure 1
Types de soutien proposés dans le cadre de l'Initiative



23. **L'Initiative sera un mécanisme réactif, flexible, efficient et axé sur la demande.** Les fonds de l'Initiative seront principalement décaissés dans le cadre des projets appuyés par le FIDA, lorsqu'un mécanisme est en place pour garantir l'exécution et le ciblage, afin de protéger les moyens d'existence existants et de renforcer la résilience. De plus, s'il y a lieu, l'Initiative associera des acteurs non étatiques et d'autres intervenants, en particulier les organisations paysannes (qui ont joué un rôle efficace dans le cadre des activités menées au titre du MRPRP), s'ils détiennent un avantage comparatif en vue d'une exécution rapide et efficiente des projets. Les initiatives régionales seront financées dès lors que des

³ Ces investissements répondront tous aux exigences du FIDA relatives aux thématiques transversales, notamment en ce qui a trait au ciblage des femmes, des jeunes et des groupes marginalisés.

économies d'échelle ou des gains d'efficacité pourront accroître l'impact. Le rôle de l'Initiative dans la riposte du FIDA à la crise ukrainienne est de mobiliser et de déployer des ressources financières additionnelles pour répondre aux besoins d'investissement à court terme, soutenir les moyens d'existence et renforcer et pérenniser les marchés.

24. **Justification de l'Initiative:**

- Sur le plan financier: la mise à disposition de ressources sous forme de dons revêt une grande importance pour les pays en difficulté financière, et notamment ceux qui voient leur balance des paiements se dégrader du fait de la crise et qui disposent d'une marge de manœuvre budgétaire limitée, ce qui sape la capacité d'investissement public (et, bien souvent, privé) en faveur d'une transformation inclusive du monde rural. Il convient tout particulièrement de maintenir les dépenses productives à court terme dans l'agriculture et le secteur rural, à un moment où de telles dépenses peuvent être en concurrence avec d'autres domaines de dépenses publiques, tels que les programmes de subventions alimentaires.
- Sur le plan opérationnel: il est primordial de mobiliser des ressources additionnelles pour répondre aux besoins exceptionnels et immédiats, notamment soutenir les moyens d'existence productifs en milieu rural qui étaient les systèmes et les marchés alimentaires locaux, en attendant que les répercussions à long terme de la crise se précisent. Ces répercussions pourront ensuite être traitées au moyen d'activités programmatiques financées par des ressources ordinaires à moyen terme, en accord avec les pays emprunteurs et dans le droit fil du Cadre stratégique du FIDA et des engagements souscrits au titre de la reconstitution de FIDA12.

25. **Méthode de ciblage de l'Initiative.** Certains des pays les plus durement touchés par la crise (la Somalie et le Yémen) ne peuvent pas bénéficier des ressources de base du FIDA (programme de prêts et dons) en raison d'arriérés, si bien que des projets ne peuvent y être financés que par un portefeuille de dons supplémentaires. D'autres pays sont surendettés (comme l'Afghanistan, le Burundi, l'Éthiopie, Haïti, le Mozambique et le Tchad) et ne sont admissibles qu'à des dons limités dans le cadre du programme de prêts et dons. D'autres encore sont sur le point de se retrouver en situation de surendettement (comme le Bénin, le Bhoutan, le Libéria, Madagascar, le Malawi, le Mali, le Niger et l'Ouganda). Il est donc primordial, d'une part, de disposer de ressources additionnelles sous forme de dons, en complément du financement limité des projets, dans les domaines où les besoins sont criants et, d'autre part, d'éviter d'accroître l'endettement en cette période exceptionnellement difficile pour les ménages ruraux pauvres, pour ces économies et pour leurs systèmes alimentaires. Par conséquent, les 22 pays figurant dans le tableau 1 (qui sont en situation de surendettement ou risquent fortement de le devenir) seront admissibles à l'Initiative dans un premier temps, et cette liste sera mise à jour si d'autres pays deviennent surendettés. Pour être admissibles, les pays doivent également être membres du FIDA et un portefeuille de projets en cours doit y être exécuté.

26. Néanmoins, les enseignements tirés du MRPRP montrent que le FIDA doit fixer des priorités dans l'allocation de ressources suffisantes s'il veut produire un impact; c'est pourquoi, dans un premier temps, les ressources de l'Initiative n'iront pas à l'ensemble des 22 pays. Les pays qui sont considérés comme admissibles selon la méthode expliquée ci-dessus sont les pays surendettés, auxquels s'ajoutent la Somalie et le Yémen. Pour établir des priorités au sein du groupe de pays jugés admissibles, le FIDA a défini une approche en deux étapes, illustrée dans le tableau 1, pour prendre en considération le fardeau de la crise actuelle, le niveau des besoins et de l'insécurité alimentaire, et la présence d'autres crises graves.

- a. Tout d'abord, à partir des 22 pays admissibles, **le tableau 1 présente les pays qui sont les plus durement touchés par la crise** et qui ont besoin d'être aidés conformément au mandat du FIDA, en tenant compte en premier lieu du niveau de surendettement. Bien que les données soient très limitées à ce stade, notamment pour certains pays, le tableau met en évidence les principales répercussions de la guerre en Ukraine liées à la forte exposition aux chocs des produits de base, sur la base des indicateurs de la FAO, de la CNUCED et d'autres organismes. **Il montre également quels pays sont aux prises avec des conflits en cours, des catastrophes naturelles simultanées et des niveaux élevés d'insécurité alimentaire**, l'objectif étant que l'Initiative cible les personnes les plus vulnérables [colonnes de la rubrique « *Impacts of Ukraine war and existing vulnerabilities* » (Répercussions de la guerre en Ukraine et des vulnérabilités existantes)]. **Cela donne un premier classement par ordre de priorité (facteurs 6, 5, 4, 3, etc.).**
27. Le FIDA établit ensuite **un deuxième classement au sein des catégories du premier classement** (par exemple, parmi les pays ayant obtenu une note de 6) en s'appuyant sur l'indice INFORM de gestion des risques – l'indice composite de référence de l'ONU, déjà utilisé par le FIDA dans le cadre du MRPRP – afin de déterminer les pays qui seraient les plus vulnérables à un éventail précis et exhaustif de chocs. L'indice permet de classer les pays en fonction de leur exposition aux aléas, de leur vulnérabilité et de leur manque de capacité de réaction.
28. Les besoins sont considérables et les ressources très limitées. Pour une riposte adéquate, les pays et les projets auront besoin de ressources suffisantes: le FIDA propose actuellement une enveloppe initiale de 3 millions d'USD par pays, avec des enveloppes supplémentaires sous réserve que les ressources soient disponibles une fois que les pays prioritaires ont reçu leur enveloppe initiale. **En fonction des ressources disponibles, il propose de donner la priorité aux cinq premiers pays et, si possible, aux neuf premiers pays** (surlignés en bleu foncé et en bleu intermédiaire et notés 6 et 5 dans le premier classement). **Si des ressources supplémentaires se libèrent, le FIDA pourra alors envisager de soutenir les deux pays suivants ayant les plus grands besoins** (surlignés en bleu clair et notés 4 dans le premier classement), qui restent durement touchés et vulnérables et rencontrent des difficultés pour faire face à la situation. **Par conséquent, l'objectif initial de l'Initiative consiste à mobiliser immédiatement au moins 33 millions d'USD pour les 11 premiers pays, avec l'ambition de lever 100 millions d'USD pour intervenir auprès des 22 pays prioritaires et d'autres pays émergents ayant besoin d'aide.** L'Initiative est fondée sur une approche évolutive et sera adaptée en fonction des ressources disponibles et en coordination avec les initiatives de riposte mondiales.
29. Le FIDA continuera également de suivre les pays qui n'ont pas été inclus dans un premier temps, mais qui pourraient devenir admissibles, et les inclura à l'Initiative au besoin (comme il vient de le faire pour Sri Lanka, en raison de son défaut de paiement, de la crise économique frappant le pays et des répercussions de la guerre en Ukraine).

Tableau 1
Pays ciblés dans le cadre de l'Initiative de riposte à la crise (sous toutes réserves)

Country Selection metrics										
Country Info		Eligibility	Impacts of Ukraine and existing vulnerabilities						Ranking ordinance	
Region	Country	Country classification by granularity of concessionality	Active conflict (WB)**	Medium-Very High food security risk (indicator of INFORM)***	Medium-Very High natural hazards and exposure (indicator of INFORM)****	Trade exposure to cereals (UNCTAD)*****	Sunflower oil's share of total value of imports is relatively high (FAO)*****	Import dependence on fuel (UNCTAD)***** **	1st order: Number of destabilizing factors *****	2nd order: ranking of general susceptibility and vulnerability to shocks (INFORM risk score)*****
NEN	Somalia*	Not eligible to PoLG due to arrears	x	x	x	x	x	x	6	1
APR	Afghanistan	Country in debt distress	x	x	x	x	x	x	6	3
NEN	Yemen	Not eligible to PoLG due to arrears	x	x	x	x	x	x	6	4
ESA	Mozambique	Country in debt distress	x	x	x	x	x	x	6	9
LAC	Haiti	Country in debt distress	x	x	x	x	x	x	6	17
ESA	Ethiopia	Country in debt distress	x	x	x	x	x	x	5	12
ESA	Burundi	Country in debt distress	x	x	x	x	x	x	5	24
ESA	Eritrea	Country in debt distress	x	x	x	x	x	x	5	29
ESA	Madagascar	High risk of debt distress	x	x	x	x	x	x	5	43
WCA	Central African Republic	Country in debt distress	x	x			x	x	4	6
ESA	Malawi	High risk of debt distress		x	x		x	x	4	59
WCA	Chad	Country in debt distress	x	x	x				3	5
WCA	Niger	High risk of debt distress	x	x	x				3	8
WCA	Mali	High risk of debt distress	x		x			x	3	11
ESA	Uganda	High risk of debt distress		x	x			x	3	18
WCA	Liberia	High risk of debt distress		x	x	no data		x	3	32
WCA	Guinea-Bissau	Country in debt distress		x		x		x	3	72
WCA	Gambia	Country in debt distress		x		x		x	3	85
ESA	Comoros	High risk of debt distress		x		x		x	3	93
APR	Sri Lanka	Country in debt distress			x		x	x	3	96
APR	Bhutan	High risk of debt distress		x	x			x	3	112
WCA	Benin	High risk of debt distress				x		x	2	65

Region	Number of countries
APR	3
ESA	8
LAC	1
NEN	2
WCA	8
Total	22

*Somalia was marked in the table as import dependent on fuel due to impact of high-intensity conflict, which has impacted the country's refinery operation. Moreover, Somalia depends on imported petroleum for electricity production (AFREC): <https://wedocs.unep.org/bitstream/handle/20.50>

**Defined as a country in high or medium intensity conflict from World Bank harmonized list of fragile and conflict affect situations 2022: <https://theoccs.worldbank.org/en/doc/bb52765f38156924d682486726f422d4-0090082021/original/FCSList-FY22.pdf>

***This is a specific indicator of the INFORM risk Index. Given Niger's food security INFORM score very close to medium, it was marked in the medium-very high category.

**** This is a specific indicator of the INFORM risk Index.

*****UNCTAD Global Crisis Response Group Task Team Presentation to 1st Steering Committee: A Crisis of Triple Vulnerabilities (UNCTAD Statistics)

*****FAOSTAT's crops and livestock products: <https://www.fao.org/faostat/en/#data/TCL>

*****UNCTAD Global Crisis Response Group Task Team: A Crisis of Triple Vulnerabilities (UNCTAD Statistics)

*****Relevant boxes are: Active conflict, food security risk, natural hazard exposure, trade exposure to cereal, sunflower oil's share of total imports and import dependency on fuel.

*****INFORM Index: <https://drmk.jrc.ec.europa.eu/inform-index/INFORM-Risk/Results-and-data/moduleid/1782/id/433/controller/Admin/action/Results>

IV. Recherche de contributions en vue de l'intensification de la capacité de riposte du FIDA

30. Le FIDA a conscience des efforts extraordinaires que les États membres ont déployés à l'appui de la reconstitution de ses ressources au titre de FIDA12. Ce soutien solide constitue le fondement de la capacité du Fonds à **renforcer la résilience des moyens d'existence et des systèmes alimentaires en milieu rural**. Il demeurera essentiel d'appuyer les ressources de base du FIDA, les activités avec le secteur privé et les programmes complémentaires.
31. Compte tenu des contraintes pesant sur la capacité du FIDA à intensifier son dispositif d'aide aux interventions immédiates menées dans les pays les plus touchés, de nouvelles ressources sous forme de dons doivent être trouvées. Les répercussions mondiales de la guerre en Ukraine seront considérables, et un soutien supplémentaire sera crucial pour aider les populations auprès desquelles le FIDA intervient. Le Fonds se félicite de l'intérêt manifesté par les États membres et d'autres intervenants à l'égard du renforcement de sa capacité de riposte à la crise.
32. Comme cela a été exposé dans la présente note, l'Initiative cible les pays où l'incidence sur la sécurité alimentaire et la résilience dans le monde rural sera la plus importante. **Le FIDA invite les États membres et d'autres parties prenantes à contribuer à l'Initiative en apportant des ressources qui seront octroyées sous forme de dons, et notamment à contribuer au mécanisme qui sera mis en place pour les recevoir et les gérer**. Il proposera également à son Conseil d'administration que ses propres ressources sous forme de dons soient mises à profit moyennant les contributions des donateurs.
33. De même, le Fonds **se réjouit d'avance de recevoir des contributions au Mécanisme pour les réfugiés, les migrants, les déplacements forcés et la stabilité rurale, grâce auxquelles épauler l'intervention auprès des personnes réfugiées dans les pays voisins, ainsi qu'à ses mécanismes existants** (notamment FIDA12, le Programme pour la résilience du monde rural, la PARM, le MFEF et le PPSPF) pour intensifier les interventions visant des domaines clés pour la relance, les envois de fonds, la reconstruction et la résilience dans le monde rural.
34. Enfin, compte tenu des vulnérabilités croissantes liées à l'endettement, le FIDA se réjouit également à la perspective de recevoir des contributions destinées à l'apurement des arriérés des États membres les plus pauvres et les plus endettés, comme la Somalie.